

Sortir de la prostitution pour aller où ? Un défi au coeur des politiques d'activation

Roxane Aubry (responsable de la Consultation sociale, SOS Femmes / Genève, Suisse)

Isabelle Csupor (professeure associée, HES.SO // HETS&Sa – éesp – Vaud, Suisse)

Mauro Mercolli (maître d'enseignement, HES.SO // HETS&Sa – éesp – Vaud, Suisse)

Introduction

Accompagner les sorties de prostitution aujourd'hui relève d'un défi qui interroge les solidarités et les politiques sociales. La présente communication vise à rendre compte des premiers résultats d'une démarche exploratoire qui questionne et documente les pratiques professionnelles et les méthodologies d'intervention au sein de la consultation sociale de l'association SOS Femmes à Genève. Celle-ci, unique en Suisse romande, a pour mission principale la réinsertion socioprofessionnelle des femmes en difficultés sociales ou économiques, et plus spécifiquement celles des femmes qui souhaitent arrêter le travail du sexe.

Politiques publiques en matière de prostitution

Que ce soit les politiques, les travailleurs et travailleuses du sexe, les féministes, les chercheurs et chercheuses, les associations ou les ONG, de forts désaccords se font entendre sur la manière d'appréhender la prostitution. Deux grandes tendances se dessinent. Celle dans laquelle les personnes exerçant la prostitution sont considérées comme des victimes de la marchandisation du corps, de la domination masculine, de pratiques esclavagistes et déshumanisantes. A contrario, il y a celle dans laquelle les travailleurs et travailleuses du sexe sont considérées comme des acteurs et actrices libres et autonomes, exerçant un métier à travers des échanges économique-sexuels entre adultes consentants (Aubry, 2014 ; Dorlin, 2003 ; Lieber & al. 2011 ; Mathieu, 2013 ; Pheterson, 2001 ; Tabet, 2004).

A partir de ces différentes visions, trois principaux régimes juridiques interdisent ou réglementent la prostitution : le réglementarisme (Suisse, Pays Bas), l'abolitionnisme (France, Suède), le prohibitionnisme (Etats-Unis, plusieurs pays asiatiques). Ces trois régimes illustrent la façon dont la prostitution est considérée socialement et normativement comme un problème social, ainsi que les types de mesures qui sont développés pour "réguler, contrôler, encadrer, résoudre ou réprimer" (Otero, 2013) cette activité¹.

L'intervention sociale dans le champ de la prostitution s'inscrit donc dans un contexte particulièrement polarisé oscillant entre "rédemption" (sortir coûte que coûte les femmes de la prostitution) et "normalisation" (donner un caractère non déviant et non criminalisant à cette activité).

La Suisse, quant à elle, pratique une politique publique en matière de prostitution de type réglementariste, qui considère la prostitution comme une « activité lucrative licite » dans la mesure où celle-ci est exercée de manière indépendante. Sur le plan genevois, celle-ci s'incarne dans la loi cantonale sur la prostitution (Lprost) entrée en vigueur en 2010, qui a pour buts de garantir l'exercice légal de l'activité, de mettre en œuvre des mesures de prévention, de promotion de la santé, de réorientation professionnelle et de réglementer le travail du sexe

¹ Pour un exemple de déploiement des politiques publiques en matière de prostitution, voir la communication dans l'atelier 30 de Renaud Maes : *les solidarités à l'épreuve du travail social : le cas des prostituées dans trois villes européennes (Bruxelles, Amsterdam, Stockholm)*.

(Cour des Comptes, 2014). C'est dans ce cadre que se déploie le travail de l'association SOS Femmes.

SOS Femmes (Genève)

SOS Femmes, association à but non lucratif qui bénéficie, entre autres, de subventions étatiques, vise notamment à lutter contre l'exclusion, à promouvoir la dignité humaine et l'égalité entre femmes et hommes ainsi qu'à offrir un accompagnement à l'arrêt de la prostitution vers une réorientation socio-professionnelle. Environ 200 femmes sont suivies par année. La moitié d'entre elles sont concernées par le travail du sexe (Csupor & al., 2017).

D'une manière générale, les travailleuses du sexe - généralement appelées les « consultantes » et c'est le terme que nous utiliserons ici - qui s'adressent à SOS Femmes ne souhaitent plus ou ne peuvent plus exercer la prostitution (problèmes de santé, précarité socio-économique, usure, vieillesse, grossesse, etc.). Elles sont donc à la recherche d'alternatives et de changements. Dans un premier temps, SOS Femmes favorise l'accueil et l'écoute, afin de créer une relation de confiance sécurisante. En effet, en raison de la stigmatisation et des discriminations auxquelles sont confrontées les travailleuses du sexe, elles ont bien souvent de nombreuses craintes à s'adresser à un service social ou aux institutions, par peur d'être jugées ou d'être mal reçues. Les premiers entretiens permettent aux professionnelles d'avoir une vision globale de la situation de la consultante (famille, couple, parcours professionnel et de formation, situation économique, réseau social, amical, etc., ressources personnelles, santé, logement, situation administrative, besoins et envies). A partir de ces premiers éléments, il s'agit de co-définir et de co-construire les différentes étapes et démarches à entreprendre pour favoriser la mise en œuvre et la réalisation de projets socio-professionnels adéquats et durables.

Méthodologie

Afin de documenter et soumettre à discussion les pratiques professionnelles d'accompagnement psychosocial vers les sorties de prostitution, nous nous appuyons sur deux types de recueil de données qui ont, pour particularité, de se fonder sur une construction croisée des savoirs entre professionnelles, chercheurs et consultantes.

Dans une perspective qui prend appui sur divers types de savoirs : tant le "savoir profane", le "savoir-expert" que le "savoir scientifique", nous avons opté pour une démarche méthodologique qui permette de promouvoir la construction d'un savoir croisé entre celui des consultantes, celui des professionnelles et celui des chercheurs et chercheuses sur les méthodes et outils d'intervention en travail social au sein de SOS Femmes à partir de deux ensembles de données.

D'une part, nous avons réalisé trois focus group avec des consultantes, un focus group avec les professionnelles et des séances préliminaires d'analyse des données croisées qui constituent les prémisses d'un projet de recherche futur. Ces focus group (Haegel, 2005), centrés sur la description de l'accueil réalisé par SOS Femmes, ont été filmés puis intégralement retranscrits. Un premier codage thématique a permis de dégager nos premières réflexions.

D'autre part, nous avons utilisé une base de données statistiques qui permet, quant à elle, de documenter quantitativement le travail réalisé au sein de l'association, et donne lieu depuis 2009 à des rapports statistiques annuels. Les données jugées pertinentes par et pour les travailleuses sociales sont co-élaborées entre chercheuse et professionnelles et revisitées

annuellement. Celles-ci recensent des observations sur l'état des dossiers des consultantes ; leur profil sociodémographique ; le réseau de collaboration tissé entre la consultation sociale et d'autres organismes publics ou privés, ainsi que tous les projets, interventions et démarches, effectuées en faveur des consultantes. A tout moment, les professionnelles peuvent demander des résultats portant sur des domaines spécifiques, pour autant que les données le permettent.

Répondre aux vulnérabilités par une éthique relationnelle

Les entretiens collectifs avec les consultantes ont permis de dégager les premières pistes d'analyse autour de l'accueil, de la disponibilité des travailleuses sociales à leur égard notamment dans les situations d'urgence, du non-jugement et d'un accompagnement fait d'écoute, de sollicitude et de gestes concrets.

A de nombreuses reprises, en effet, les consultantes ont témoigné de leur attachement aux professionnelles de SOS Femmes, notamment en les considérant métaphoriquement comme des "membres de leur famille". Elles investissent le lieu en tant qu'espace sécurisant et de protection, disant s'y sentir "comme à la maison", en raison du fait qu'elles y sont accueillies et écoutées lorsqu'elles s'y présentent, avec leurs souffrances et leurs problèmes. Lors des focus groups, elles ont en effet décrit leurs conditions socio-économiques dans le domaine de la prostitution comme particulièrement défavorables, en raison de plusieurs facteurs : l'isolement social, économique, culturel, amical et familial lié à la stigmatisation et aux discriminations à l'oeuvre dans le domaine de la prostitution ; leurs sentiments d'anxiété, de paralysie, de peur, de solitude, de confusion, d'enfermement voire d'emprisonnement ; le manque de connaissances de la langue française, de repères, de relais et de soutien, lié au fait qu'elles soient des femmes migrantes ; l'absence de mobilité et d'activité ; les sentiments de dévalorisation, de manque d'estime personnelle, de confiance en soi et de honte ; la précarité économique, etc.

Face à ces facteurs combinés de vulnérabilités, les professionnelles les reçoivent alors dans une position de disponibilité et de solidarité qui permet la création d'une relation reposant sur la reconnaissance des vulnérabilités et des ressources des consultantes, ré-alimentant petit à petit de manière positive le sentiment d'injustice face aux souffrances vécues. Les consultantes expérimentent ainsi - au travers de gestes concrets et du travail de sollicitude et de considération - le travail de *care* effectué par les professionnelles à leur égard, qui peut également se traduire par le concept d'éthique relationnelle développé par Ivan Boszormenyi - Nagy (1973 ; Boszormenyi - Nagy & Krasner, 1986).

Le non jugement des professionnelles à l'égard de la prostitution, le renforcement de la dignité, le respect, la souplesse, la compréhension, l'empathie, l'humanisme, l'attention, la considération de la souffrance, la douceur, la gentillesse, la sympathie, les encouragements en vue de favoriser un changement, l'ouverture, la bienveillance, la sensibilité, l'honnêteté et la transparence sont autant de valeurs et de qualités mentionnées par les consultantes lors des focus group.

Cette relation dépasse le cadre des idées et des discours pour se réactualiser et s'incarner dans des actions et des gestes concrets qui manifestent le souci et le soin pour soi et l'autre (rester tard le soir avec une consultante qui menace de mettre fin à ses jours, rappeler le lendemain pour prendre des nouvelles, assister à un accouchement lorsque personne d'autre ne peut être présent, accompagner en fin de vie une personne seule, etc.). En effet, un des éléments les plus importants pour les consultantes repose sur le fait que les travailleuses sociales font preuve

d'une très grande disponibilité, flexibilité et adaptabilité dans le suivi des situations, notamment face aux urgences sociales.

Loin de considérer qu'il est "normal" d'agir de la sorte, les consultantes mesurent très bien l'engagement des professionnelles et elle agissent en retour avec une posture qui fait appel à l'éthique relationnelle. Dans une relation qui pourrait être définie d'horizontale, les consultantes s'engagent elles aussi dans une chaîne de solidarité qui incarne les valeurs de SOS Femmes. Les consultantes nous relatent observer finement ce qui se joue à la consultation: elles identifient et reconnaissent la charge de travail des professionnelles, elles hiérarchisent et priorisent leurs besoins en échangeant entre elles dans la salle d'attente, elles peuvent céder leur place à d'autres femmes dont les problèmes immédiats sont perçus comme plus aigus que les leurs, etc. Cette manière de faire ne doit rien au hasard mais semble être, entre autres, le produit de leurs interactions avec les professionnelles. En effet, ces dernières, dans chaque geste métier, verbalisent et explicitent elles-mêmes leurs actions, de manière à conscientiser et à impliquer les consultantes dans le fonctionnement de la consultation sociale. Ce type d'intervention, qui modélise les gestes des professionnelles, semble favoriser un sentiment d'appartenance collective, un pouvoir d'action et de décision dont les effets sont de mobiliser les consultantes vers un processus d'intégration et d'émancipation.

Ces rapports de loyauté réciproque permettent alors aux consultantes de ré-expérimenter des solidarités et de développer de la créativité (Csikszentmihalyi, 2005). C'est à cette condition que peut s'amorcer un processus de changement et de sortie de prostitution qui s'ancre dans des politiques d'activation et d'insertion (recherches de solutions à des problèmes concrets administratifs, de logement, de gestion financière, de projets de formation, de recherches d'emploi, d'orientations vers des prises en charges psychosantitaires, etc.). Pour l'année 2016, SOS Femmes a développé près de 500 projets, démarches et/ou interventions dans ces divers domaines).

Le cadre d'intervention de SOS Femmes s'organise donc à travers des processus temporels dont la fréquence des entretiens et la durée des suivis ne peuvent être fixés à priori. Comme le montrent les statistiques, pour l'année 2016, les durées des suivis sont très variables (Csupor & al., 2017) : 40% des femmes sont arrivées à SOS Femmes dans l'année en cours, 15% sont suivies depuis 1 an, 34% sont connues depuis 2 à 5 ans et 11% depuis plus. La durée moyenne d'ouverture de dossier s'élève à 3,75 ans (min.= 0; max.= 19 ans). S'agissant à chaque fois de situations singulières et complexes, la nature des interventions s'ajuste aux demandes et sollicitations des consultantes en fonction des disponibilités et des moyens d'agir des professionnelles.

L'accompagnement se construit ainsi de manière dialogique (Grossen, 2009) reposant sur un échange discursif interne (entre soi et le soi-intime) et externe (entre soi et l'autre-explicite) qui permet aux consultantes et aux professionnelles de se voir agir et de conscientiser leurs propres actions et réflexions. A travers ces échanges dialogiques, les consultantes disent se sentir plus courageuses et moins différentes à cause de la prostitution, accepter leur passé avec moins de honte et de culpabilité, changer de perspective, se réapproprier une identité positive et valorisante, modifier leurs conditions d'existence, et envisager un retour vers l'emploi.

L'activation et le retour à l'emploi

Un des leviers pour sortir de la prostitution nécessite de trouver des ressources de substitution pour poursuivre le processus de changement psychosocial et de réinsertion socioprofessionnelle. Cependant, en tant qu'indépendantes, les consultantes n'ont pas droit à

des indemnités chômage, le recours à l'assurance invalidité est rendu difficile par des critères de plus en plus restrictifs. Quant au recours à l'aide sociale, il est aussi rendu plus ardu, du fait que la quasi totalité des femmes sont migrantes (100%) et de nationalité étrangère (90%) et, 74% disposent de permis de séjours dont le renouvellement peut leur être refusé si elles sont au bénéfice de prestations sociales.

En 2016, sur les 99 femmes suivies, 34.3% bénéficiaient d'une aide sociale, 5.2% étaient au bénéfice d'une rente vieillesse ou invalidité, 4% touchaient des prestations complémentaires, qui complètent des revenus insuffisants et 40% exerçaient encore le travail du sexe (la quasi totalité par manque d'alternatives). Elles sont aussi 20% à travailler à temps partiel ou à temps plein dans d'autres domaines professionnels (nettoyage, ménage, restauration). Les emplois faiblement rémunérés qu'exercent les femmes constituent une difficulté supplémentaire, notamment lorsqu'elles ont des charges familiales. 61% des (ex-)travailleuses du sexe ont des enfants dont la moitié environ vivent sous le même toit que leur mère. Pour ce qui est de l'autre moitié, certains sont majeurs et ont décohabité mais 20% des enfants mineurs sont restés dans leur pays d'origine et constituent une charge financière pour leurs mères.

Les craintes liées à la perte ou au non renouvellement des titres de séjour constituent des pressions importantes pour certaines consultantes qui restent dans des emplois précaires ou dans la prostitution faute d'alternatives. En outre, la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle est complexe, liée à des emplois aux horaires irréguliers ne correspondant pas à ceux des dispositifs de garde. L'accès à la formation qualifiante est également difficilement accessible pour les femmes faiblement qualifiées et dont les formations ne sont pas reconnues en Suisse et les écoles privées trop onéreuses. Les situations ont alors tendance à s'inscrire durablement dans la précarité économique, l'instabilité et le manque de perspectives et d'évolutions professionnelles, même lorsque les situations sont stabilisées au niveau psychosocial, sanitaire et familial, faute d'un dispositif de formation, de garde d'enfants, de reconnaissance des diplômes, d'accès égalitaire au marché de l'emploi et de valorisation salariale des métiers dits « féminins ».

Par ailleurs, le renforcement du contrôle et des contraintes liées à l'activation et à la responsabilisation individuelle dans le champ de l'aide sociale, la médiatisation de la rhétorique des « abus » et de la lutte contre ceux-ci, la suspicion qui pèse sur les bénéficiaires des prestations d'assurances sociales ou de l'aide sociale d'être des « tricheurs », (...) et le poids du stigmatisme associé à la prostitution, la difficulté du marché du travail et de l'emploi à faire une place aux personnes faiblement qualifiées, une bureaucratisation parfois excessive des administrations publiques qui rend problématique la réhabilitation dans des droits, sont autant d'obstacles structurels à la réinsertion des ex-travailleuses du sexe dans l'emploi salarié (Csupor, 2011 ; Ossipow, Lambelet & Csupor, 2008).

Conclusion

En conclusion, tous ces éléments rendent d'autant plus nécessaire le travail fondé sur une éthique relationnelle qui maintient un degré de confiance et d'estime de soi suffisants pour oser de nouvelles expériences et se confronter aux difficultés structurelles. C'est lorsque la confiance est instaurée que les ex-travailleuses du sexe peuvent enrichir leurs *capabilités* contextualisées (Bonvin & Favarque, 2008), puis renforcer leurs ressources ontologiques, personnelles, sociales et professionnelle (Soulet & Châtel, 2003). C'est ainsi que les consultantes conçoivent et documentent le travail réalisé par les professionnelles de SOS Femmes.

Références

- Aubry, R. (2014). *(Ex-)travailleuses du sexe: une "putain" d'identité et de statut social? Stigmates et stratégies de résistances sous le regard de l'association SOS Femmes à Genève*. (Maîtrise en études genre), Université de Genève, Genève.
- Bonvin, J.-M., & Farvaque, N. (2008). *Amartya Sen, Une politique de la liberté*. Paris: Michalon.
- Boszormenyi-Nagy, I. & Spark, G. (1973). *Invisible Loyalties: Reciprocity in intergenerational family therapy*. New York, Brunner Mazel
- Boszormenyi-Nagy, I. & Krasner, B. (1986). *Between Give and Take*. New York, Brunner Mazel.
- Csikszentmihalyi, M. (2005). *Mieux vivre en maîtrisant votre énergie psychique*. Paris, Laffont.
- Csupor, I. (2011). Réinsertion des femmes prostituées à Genève: limites et paradoxes. *Pensée plurielle*, 27(2), 43-57.
- Cour des Comptes. (2014). Evaluation de la politique publique en matière de prostitution (Vol. 85). Genève: CdC.
- Csupor, I. (avec la collaboration de R. Aubry, L. Piguet & T. Vlach). (2017) *Statistiques des consultant(e)s (ex-)travailleuses du sexe pour l'année 2016*. Lausanne: éesp.
- Dorlin, E. (2003). Les putes sont des hommes comme les autres. *Raisons politiques*, 3(11), 117-132.
- Grossen, M. (2009). Les dialogues de l'apprentissage entre l'ici et l'ailleurs de l'interaction, *Communication et langage, cahier 15*. Genève : SRED.
- Haegel, F. (2005). Réflexion sur les usages de l'entretien collectif, *Recherche en soins infirmiers*, 84(4), 23-27.
- Lieber, M., Dahinden, J., & Hertz, E. (Eds.). (2010). *Cachez ce travail que je ne saurais voir*. Lausanne: Antipodes.
- Mathieu, L. (2013). *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*. Paris: Editions François Bourin.
- Ossipow, L., Lambelet, A., & Csupor, I. (2008). *De l'aide à la reconnaissance. Ethnographie de l'action sociale*. Genève: Editions de l'IES.
- Otero, M. (2013). Repenser les problèmes sociaux. Le passage nécessaire des populations "problématiques" aux dimensions "problématisées". In S. Roy & M. Otero (Eds.), *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui: repenser la non-conformité* (pp. 351-384). Laval: Presses universitaires de l'Université du Québec.
- Pheterson, G. (2001). *Le prisme de la prostitution*. Paris: L'Harmattan. Bibliothèque du féminisme.
- Tabet, P. (2004). *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*. Paris: L'Harmattan. Bibliothèque du féminisme.